

## **Campagne d'impôt sur le revenu 2024 : Faire plus avec du moins !**

Sans attendre la conférence de presse de notre ministre de tutelle, qui lancera en grande pompe la campagne déclarative sur le revenu 2023 le 11 avril prochain, Solidaires Finances Publiques ne se satisfera pas des bons sentiments habituels envers les agentes et agents des Finances publiques. Ni même du satisfecit de notre réseau de proximité... largement détruit ces dernières années.

Comme chaque année, la campagne déclarative des revenus marque un moment fort dans la vie de la Direction Générale des Finances Publiques, et va amener un nombre important de contribuables dans les Services des Impôts des Particuliers mais aussi des contacts téléphoniques et des mails toujours plus importants.

Pour Solidaires Finances Publiques, **cette campagne déclarative va une nouvelle fois et une fois de trop se dérouler dans des conditions dégradées** pour les agentes et les agents des finances publiques mais aussi pour les usagers.

Comment cela pourrait-il en être autrement quand **les effectifs dans les services des impôts des particuliers ont fondu de 25 % depuis 2015 ?**

Comment cela pourrait-il en être autrement quand **le Nouveau Réseau de Proximité a éloigné notre service public des usagers ?**

Dans de telles conditions, comment **rendre un service public de qualité et répondre à la demande croissante des contribuables ?**

La Direction Générale des Finances Publiques, soit-disant pour simplifier la vie des contribuables par le biais d'une dématérialisation outrancière invente chaque année des nouveaux moyens pour que les contribuables ne se déplacent plus dans nos services. Cette année, c'est donc la possibilité de déclarer ses revenus via l'application [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) directement sur smartphone et tablettes qui ne concerne que les cas les plus simples (traitements et salaires, revenus de capitaux mobiliers et réductions d'impôts). Mais malgré, cela rien n'y fait, **les contribuables veulent du contact avec des agentes et agents des Finances Publiques.**

De plus, comme l'année dernière, la campagne déclarative 2024 sera couplée à celle de « **Gérer mes Biens Immobiliers** ». Même si l'administration annonce avoir tiré les conséquences de la **campagne chaotique de 2023, pour Solidaires Finances Publiques, au vu des problèmes rencontrés l'année dernière, les files d'attente seront sans aucun doute très importantes une fois encore !**

La campagne déclarative des revenus est aussi une occasion de parler de la place de l'impôt et du rôle de la fiscalité. **Pour Solidaires Finances Publiques, la fiscalité doit être un outil de redistribution des richesses au service de la justice sociale et la justice environnementale.**

Or, dans un contexte de politique d'austérité et de recherche d'économies, **Solidaires Finances Publiques exige que le paradigme du moins d'Impôt soit d'urgence stoppé.** Pour Solidaires Finances Publiques, il y a urgence à **aller chercher des recettes**, ce qui nécessite de **lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales estimées autour de 80 milliards**, et de refondre le système fiscal.

Vu l'urgence budgétaire décrétée par le gouvernement, taxer les dividendes, rétablir un véritable impôt sur la fortune progressif dont la base taxable serait constituée des patrimoines immobiliers et financiers pourraient être les premières mesures fiscales légitimes.

Puis **supprimer les niches fiscales** coûteuses et inefficaces, remettre **plus de progressivité dans l'impôt sur le revenu**, **mettre fin à la baisse des impôts de production**, **mettre en place un impôt sur les sociétés (IS) progressif** seraient des mesure de bons sens.

**Voilà la base de ce que pourrait être une politique de justice fiscale, sociale et environnementale.**

**Paris le 10 avril 2024**